

**BILAN DE L'ACTION
GOUVERNEMENTALE
2014-2018**



**Économie et
finances publiques**



ÉCONOMIE ET FINANCES PUBLIQUES

1. Les finances publiques sont solides

- Au cours des quatre dernières années, le gouvernement qui, tel que promis, remis la maison en ordre. Le Québec va mieux. Les Québécois vivent mieux.
 - Pourtant en 2014, la situation économique et financière difficile annonçait de grands défis. Une impasse budgétaire de 7,6 G\$ nous attendait à notre arrivée au gouvernement.
- Nous avons inversé ce déséquilibre persistant des finances publiques avec une gestion des dépenses exemplaire ainsi que la bonne tenue de nos revenus.
- Nous sommes passés de six années de déficits budgétaires, à **quatre budgets équilibrés consécutifs**, une performance saluée par l'agence de notation *Standard & Poor's* qui a relevé la cote de crédit du Québec pour la première fois en 25 ans.
- Le Québec est passé à une nouvelle étape en s'attaquant au remboursement de la dette grâce au Fonds des générations. C'est la première fois depuis la fin des années 1950 que la dette du Québec diminue.

2. L'économie fonctionne à plein régime

- L'économie du Québec aussi va mieux. Elle tourne même à plein régime.
 - Les données sont révélatrices : la croissance économique, qui était de 1% en 2015, a atteint 3,1 % en 2017, **la plus forte croissance du genre depuis près de 20 ans.**
- Le renforcement de l'économie s'est reflété dans l'évolution du marché du travail, qui bénéficie d'une vigueur sans précédent.
 - Depuis mai 2014, il s'est créé au Québec **plus de 200 000 emplois**, confirmant que nous sommes en voie d'atteindre la cible de 250 000 emplois en cinq ans.
 - Le **taux de chômage a chuté dans toutes les régions du Québec**. Nous sommes passés d'un taux de 7,8 % en mai 2014 à un seuil historiquement bas quatre ans plus tard, à 5,3 %.

- Avec la robustesse de l'économie et l'élan du marché du travail, **la croissance des salaires s'accélère** et la confiance de ménages atteint des sommets au Québec.
 - En mai 2018, les Québécois étaient en général 57 % plus confiants aujourd'hui qu'il y a quatre ans. Un tel optimisme n'a pas d'égal au pays alors que la confiance des Canadiens ne s'est appréciée que de 20 % au cours de la période.

3- Les PME québécoises, plus confiantes que jamais

- Cette confiance, elle s'observe également chez les PME québécoises.
 - En 2014, leur confiance était sous la moyenne canadienne (56,5 vs 63,9 points).
 - Pourtant en 2018, elles étaient devenues les plus optimistes au Canada (71,6 points).
- Cette confiance est attribuable au fait que, depuis le premier jour, le gouvernement accompagne les PME dans chaque région afin de leur donner la capacité d'investir davantage dans leur développement pour les rendre plus innovantes et plus compétitives.
- Dans tous les secteurs d'activité, le gouvernement a déployé, de concert avec elles des politiques et des stratégies mobilisatrices avec d'importants moyens financiers :
 - Recherche et Innovation, Sciences de la vie, Mobilité durable et Numérique;
 - Manufacturier, Aérospatiale, Exportations et Bioalimentaire;
 - Maritime, Minier, Énergie, Forestier et Aluminium;
 - Entrepreneuriat, Allègement réglementaire, Économie sociale et Main-d'œuvre.
- Tous les gestes posés dans le cadre du Plan économique du Québec, incluant d'importants allègements fiscaux, se traduisent par un **soutien financier direct de 7,3 G\$** :
 - Les PME ont tiré profit de la **réduction graduelle de 50% du taux d'impôt** et de la **diminution de la taxe sur masse salariale**.
 - Les sociétés bénéficient de la baisse graduelle de leur taux général d'imposition et de déductions pour l'acquisition de technologies de pointe.
 - Le congé fiscal pour grands projets d'investissement a permis de soutenir des investissements totalisant 15,4 G\$ et la création de 9 000 emplois directs.

- L'excellente performance de l'économie démontre que notre plan fonctionne.
- Grâce à nos actions, nous disposons désormais d'une situation économique et financière enviable et durable.
- Nous avons créé les conditions gagnantes qui profitent à la population québécoise et qui nous permettent d'améliorer la qualité de vie des familles.

4- Les contribuables québécois ont plus d'argent dans leurs poches

- Le gouvernement a toujours eu en priorité d'améliorer le niveau de vie de chacun.
- Aujourd'hui, les Québécoises et Québécois ont **plus d'argent dans leurs poches** :
 - La contribution santé a été abolie;
 - Il y a eu une baisse d'impôt générale pour près de 4,3 millions de Québécois;
 - Le taux d'imposition pour la classe moyenne est à son plus bas en plus de 30 ans;
 - Un supplément de 100 \$ par enfant est offert pour l'achat de fournitures scolaires;
 - Une famille québécoise de la classe moyenne avec deux enfants profite maintenant d'une hausse de son revenu disponible de 1 500 \$ par année;
 - Un travailleur rémunéré au salaire minimum profitera bientôt d'un gain de près de 2 800 \$ de son revenu de travail suite aux hausses successives depuis 2015;
 - Une personne vivant seule, prestataire de l'aide financière de dernier recours, aura droit à une hausse annuelle de son revenu disponible allant jusqu' à près de 5 400 \$.
- Les Québécois dans chaque région auront droit à un allègement de plus de 500 M\$ cette année suite à la première réforme de la taxe scolaire en 25 ans.
- Globalement, depuis 2014, le fardeau fiscal des Québécoises et Québécois aura ainsi été **réduit de façon permanente de plus de 3 milliards de dollars annuellement.**

5 - Briser le cycle de la pauvreté, pour que chacun prenne sa place

- En 2014, le gouvernement s'est engagé envers les Québécoises et les Québécois à faire du Québec une société encore plus juste, encore plus égalitaire.

- Les moyens ont été pris pour briser le cycle de la pauvreté pour que chacun prenne sa place et pour renforcer le filet social des plus vulnérables.
 - Si bien qu’aujourd’hui, le Québec est au 1er rang des provinces canadiennes pour le taux de faible revenu, avec un taux historiquement bas.
- Le Plan d’action pour l’inclusion économique et la participation sociale a visé juste :
 - Il permettra à 100 000 personnes de sortir de façon permanente de la pauvreté d’ici 2023, principalement des personnes handicapées vivant seules;
 - Il prévoit l’instauration progressive d’un revenu de base pour les personnes ayant des contraintes sévères à l’emploi;
 - La hausse progressive du salaire minimum, la plus forte en 10 ans, permettra pour la première fois dans l’histoire du Québec **d’atteindre le ratio de 50 % du salaire horaire moyen**, ce qui pourrait faire sortir de la pauvreté 22 000 autres personnes.

6- L’immigration, une réponse à la rareté de la main-d’œuvre au Québec

- L’importance d’une plus grande inclusion économique est cruciale dans le contexte où le Québec affronte **son plus grand défi, la rareté de la main-d’œuvre**.
 - Il est prévu que plus de 1,3 million d’emplois seront à pourvoir d’ici dix ans, la majorité à l’extérieur de la région de Montréal.
 - La croissance de notre niveau de vie dépendra donc en bonne partie de la capacité du Québec à s’adapter aux besoins des travailleurs et des employeurs.
- Les investissements majeurs prévus à la Stratégie nationale sur la main-d’œuvre (1,3 G\$ en 5 ans) doivent permettre notamment de :
 - voir à ce que les milliers d’emplois disponibles maintenant ou demain soient pourvus;
 - mieux arrimer l’offre de formation aux besoins de nos entreprises;
 - retenir les travailleuses et les travailleurs plus âgés et;
 - mieux intégrer en emploi les travailleurs issus de l’immigration.
- Cette pleine participation au marché du travail des personnes immigrantes est prioritaire.
 - Nous avons augmenté la part de l’immigration économique et de candidats au profil recherché par les PME et on fait mieux connaître les possibilités d’emplois en région.

- Le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME), un programme de subventions salariales, fait ses preuves avec un taux de rétention en emploi des participants qui atteint 90 %.
- Nous avons consacré 50 M\$ additionnels aux services de francisation, notamment en entreprise, en plus de hausser de 20 % l'allocation de participation aux cours.

